

Paris, le 14 septembre 2026



À l'attention de
M. Alexandre MOROIS
Directeur général de l'AEFE
Agence pour l'Enseignement du Français à l'Étranger
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
4 Pass. Colisée, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Objet : préavis de grève du mardi 29 septembre 2026

Monsieur le Directeur général,

En France, toutes les organisations syndicales de la fonction publique, CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent l'ensemble des agents et agentes publics à se mobiliser par la grève et les manifestations le 29 septembre prochain, avant l'ouverture du débat parlementaire sur le budget 2027.

Les premières annonces budgétaires pour 2027 font planer la menace de nouvelles contraintes sur les services publics ainsi que sur les rémunérations et sur les conditions de travail de leurs agent·es. Les organisations syndicales réaffirment que d'autres choix sont possibles, fondés sur une meilleure répartition des richesses, sur la justice sociale et fiscale.

Elles réaffirment leurs revendications communes :

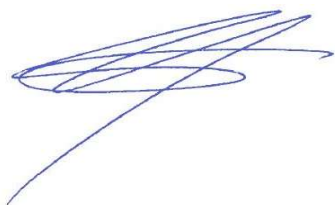
- des mesures salariales générales et notamment une revalorisation significative de la valeur du point d'indice ;
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation ;
- des mesures de revalorisation et la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, de muscler la progression de carrière, de sortir tous les débuts de carrière du strict niveau du Smic, et de revaloriser les métiers à prédominance féminine ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat GIPA;
- le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agent·es qui sont en congé maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des garanties sur la mise en œuvre effective de la directive européenne sur la transparence salariale, accompagnée de moyens concrets pour des politiques d'égalité.

À l'AEFE la colère des personnels n'est pas retombée suite à la **réforme imposée de l'avantage familial et des majorations familiales**. De nombreux **postes** ont été supprimés en cette rentrée, d'autres sont menacés et nos collègues se sentent fragilisés·es. Les personnels de droit local subissent aussi toutes et tous des blocages sur les négociations salariales et des fins de non-recevoir sur les négociations. Pour les détachés·es, les effets, tous négatifs du bornage des détachements à 6 ans, continuent de se faire sentir alors que l'attractivité du réseau est en berne et que cette mesure entraîne parfois des situations humaines dramatiques.

Les décisions pour réformer l'opérateur public qui seront annoncées prochainement pourraient mettre encore plus à mal les conditions d'exercice et la situation de tous les personnels. **Pour la FSU, la direction de l'Agence doit renoncer à la seule ligne de conduite qui est la sienne aujourd'hui et qui est celle des réductions budgétaires. Les personnels ne l'accepteront pas, dans un réseau déjà exsangue et qui ne peut plus justifier la hausse des montants des frais de scolarité. Pour réformer l'opérateur public, il faut lui donner des moyens de fonctionnement à hauteur de ses ambitions.**

Les syndicats de la FSU appellent à une **journée de grève de 24 heures, le mardi 29 septembre 2026, dans le réseau comme en Centrale**, pour défendre la place de l'opérateur public, les métiers de l'enseignement, les droits des personnels, les statuts, les conditions de travail et de rémunération — autant de sujets qui sont au cœur même des missions de service public d'éducation à l'étranger.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos respectueuses salutations.



Clémence CHAUDIN
FSU-SNUipp Hors de France



Patrick SOLDAT
SNES-FSU Hors de France



Anthony DELTOUR
SNEP-FSU Hors de France